



PRIMA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2019

1ère session extraordinaire de 2019

23 è 24 di maghju

23 et 24 mai

2019/E1/050

Question déposée par Marie-Hélène PADOVANI au nom du groupe ANDÀ PER DUMANE

Objet : *Coût du carburant*

Monsieur le Président de l'Exécutif,

Comme vous le savez l'essence a atteint ces derniers temps des prix extrêmement élevés. Cette problématique a déjà été soulevée devant notre assemblée lors de la session du mois de février. Une résolution demandant à l'Etat un allègement de la fiscalité avait alors été adoptée à l'unanimité.

Celui-ci n'a pour l'instant pas répondu à notre requête et les prix ne cessent d'augmenter.

Au-delà des retraités, des étudiants et des chômeurs qui sont particulièrement touchés par cette hausse, certains travailleurs précaires ou apprentis n'arrivent plus à se rendre sur leur lieu de travail ou d'apprentissage du fait du coût du carburant.

Des chiffres révélés récemment montre que 28 % des ménages corses - soit près de 36 000 personnes - sont en situation de vulnérabilité énergétique pour leurs dépenses de carburant, contre 10,2 % au niveau national, 42% des moins de 30 ans et 60% des ménages du rural insulaire sont vulnérables en matière de dépense de carburant.

Cette situation est inadmissible et ne doit laisser personne indifférent.

Mais que faire ? Comment expliquer ces tarifs ?

La réponse que l'on nous donne régulièrement est celle du transport.

Si cette justification est la bonne, pourquoi l'essence coûte 1,71€ à Bastia à côté du dépôt pétrolier alors qu'elle coûte 1,66€ à Arena, 1,63€ à Ghisonnaccia, Folelli et Moriani et 1,62€ à Querciolu ?

Le collectif contre la cherté du carburant en Corse nous donne un début de réponse en

nous expliquant que quand les stations sont à des propriétaires exploitants ils peuvent jouer sur une marge de 14 c€/L alors que les gérants non propriétaires ne peuvent jouer que sur une marge de 7 c€/L.

Je suis consciente qu'il n'est pas facile pour notre collectivité d'intervenir sur ces tarifs du fait du libéralisme exacerbé de notre société. Cependant nous ne pouvons rester inactifs sur cette question. La baisse des taxes pourrait être une solution si celle-ci s'accompagne d'une obligation de voir cette baisse s'appliquer au consommateur. Sans cette condition nous risquerions de demander à l'Etat un statut particulier qui pourrait ne pas avoir d'effets positifs sur les citoyens corses.

Aujourd'hui le carburant est déjà moins taxé en Corse pourtant l'essence et le diesel sont plus chers que sur le continent.

Pouvez-vous expliquer ce paradoxe ?

Une partie de la réponse semble être dans le rapport Ecopa, portant sur les couts des différentes taxes (taxe transport maritime, taxe du dépôt pétrolier et taxe sur le transport routier).

Mais ce qui est alarmant c'est que ces tarifs ont augmenté considérablement depuis l'étude faite en 2012, il s'agit d'une augmentation de 1,14 c€/L.

Malheureusement le rapport ne nous explique pas la cause de ces augmentations.

Comme vous le voyez les questions autour de ce sujet sont nombreuses et nous ne pouvons les ignorer car les corses nous attendent sur ce dossier qui touche à leur quotidien.

Alors M. le Président du Conseil Exécutif ma question est simple : au-delà de la baisse de taxe transmise à l'Etat que comptez-vous faire pour régler ce problème ?

N'avons-nous pas d'autre leviers, notamment sur le coût du transport qui ne nécessiteraient pas une intervention étatique ?

La situation économique de notre île et de nos habitants nous oblige à trouver des réponses à ces questions.

Je vous remercie.